



**BDO Atrio**  
Bedrijfsrevisoren  
Réviseurs d'Entreprises

The Corporate Village  
Da Vincilaan 9 - Box E.6  
Elsinore Building  
B-1935 Zaventem  
Tel: 02 / 778 01 00 - Fax: 02 / 771 56 56

## **ONCOMETHYLOME SCIENCES SA**

**Rapport du commissaire établi  
conformément aux articles 596 & 598  
du Code des Sociétés  
(suppression du droit de préférence)**



**BDO Atrio**  
Bedrijfsrevisoren  
Réviseurs d'Entreprises

The Corporate Village  
Da Vincilaan 9 - Box E.6  
Elsinore Building  
B-1935 Zaventem  
Tel: 02 / 778 01 00 - Fax: 02 / 771 56 56

Aux membres du Conseil d'Administration  
de la société ONCOMETHYLOME SCIENCES SA  
CHU Tour 5 GIGA  
4000 LIÈGE

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Cadre légal de la mission	1
2. Identification de l'opération	2
3. Conséquences financières de l'opération	4
4. Conclusion	4

Annexe 1: Projet de rapport spécial du Conseil d'Administration conformément aux articles 583, 596 et 598 du Code des Sociétés

## 1. CADRE LÉGAL DE LA MISSION

Le cadre légal de cette mission est défini par l'article 596 du Code des Sociétés :

### *Article 596*

*L'assemblée générale appelée à délibérer et à statuer sur l'augmentation du capital, sur l'émission d'obligations convertibles ou sur l'émission de droits de souscriptions peut, dans l'intérêt social, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des statuts, limiter ou supprimer le droit de préférence. Cette proposition doit être spécialement annoncée dans la convocation.*

*Le conseil d'administration justifie sa proposition dans un rapport détaillé, portant notamment sur le prix d'émission et sur les conséquences financières de l'opération pour les actionnaires. Un rapport est établi par le commissaire et, à défaut, par un réviseur d'entreprise désigné par le conseil d'administration, ou par un expert-comptable externe désigné de la même manière, par lequel il déclare que les informations financières et comptables contenues dans le rapport du conseil d'administration sont fidèles et suffisantes pour éclairer l'assemblée appelée à voter sur cette proposition. Ces rapports sont déposés au greffe du tribunal de commerce conformément à l'article 75. Ils sont annoncés dans l'ordre du jour. Une copie peut en être obtenue conformément à l'article 535.*

*L'absence des rapports prévus par cet article entraîne la nullité de la décision de l'assemblée générale.*

*La décision de l'assemblée générale de limiter ou de supprimer le droit de préférence fait l'objet d'un dépôt au greffe du tribunal de commerce, conformément à l'article 75.*

### *Article 598*

*Quand le droit de préférence est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales, l'identité du ou des bénéficiaires de la limitation ou de la suppression du droit de préférence doit être mentionnée dans le rapport établi par le conseil d'administration ainsi que dans la convocation.*

*En outre, le prix d'émission, pour les sociétés cotées, ne peut être inférieur à la moyenne des cours des trente jours précédant le jour du début de l'émission.*

*Pour les sociétés autres que celles visées à l'alinéa 2, le prix d'émission doit être au moins égal à la valeur intrinsèque du titre fixée, sauf accord unanime des actionnaires, sur la base d'un rapport établi soit par le commissaire, soit, pour les sociétés qui n'ont pas de commissaire, par un réviseur d'entreprise désigné par le conseil d'administration ou par un expert-comptable externe désigné de la même manière.*

*Les rapports établis par le conseil d'administration indiquent l'incidence sur la situation de l'ancien actionnaire de l'émission proposée, en particulier en ce qui concerne sa quote-part du bénéfice et celle des capitaux propres. Un commissaire ou, à défaut, un réviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration, ou un expert-comptable externe désigné de la même manière donne un avis détaillé sur les éléments de calcul du prix d'émission et sur sa justification.*

## 2. IDENTIFICATION DE L'OPÉRATION

Le conseil d'administration propose d'émettre 50.000 warrants (secs), dénommés "**Stock Options**", au profit de certains administrateurs et d'un consultant de la Société et de ses filiales dans le cadre d'un plan d'options sur actions, dénommé "**Plan d'Options sur Actions de Mai 2007**".

Afin de permettre à la Société d'offrir les Stock Options aux participants sélectionnés conformément aux termes et conditions proposés du Plan d'Options sur Actions de Mai 2007, le conseil d'administration propose de supprimer les droits de souscription préférentielle des actionnaires existants en faveur des participants sélectionnés. Les propositions d'émission des Stock Options et de suppression de ces droits de souscription préférentielle seront soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les aspects principaux des Stock Options peuvent être résumés de la manière suivante:

- *Durée des Stock Options* – La durée de principe des Stock Options sera de cinq ans à compter de leur date d'émission.
- *Forme des Stock Options* – Les Stock Options seront nominatifs.
- *Stock Options sur les actions de la Société* – Chaque Stock Option permettra au participant sélectionné d'acquérir une action ayant les mêmes droits et obligations que ceux des actions existantes de la Société. L'ensemble des Stock Options, une fois exercés, permettront aux participants sélectionnés de souscrire un nombre total de nouvelles actions de la Société égal à 0,47% des actions existantes représentatives du capital social de la Société juste avant l'émission des Stock Options (en partant du principe, lors du calcul de ce nombre d'actions, que tous les Stock Options ont été pleinement exercés).
- *Actions de la Société* – Les nouvelles actions émises lors de l'exercice des Stock Options auront droit à une part du bénéfice de la Société à partir du début de l'exercice social au cours duquel ces nouvelles actions sont émises. Une nouvelle action représentera la même fraction du capital de la Société que les autres actions existantes de la Société. Les dividendes payés sur les nouvelles actions ne bénéficieront pas du taux réduit du précompte mobilier de 15%, c'est-à-dire du statut "VVPR".
- *Suppression des droits de souscription préférentielle des actionnaires* – Le conseil d'administration propose de supprimer les droits de souscription préférentielle des actionnaires existants en faveur des participants sélectionnés conformément aux articles 596 et 598 du Code des sociétés.

- *Souscription des Stock Options* – Sous réserve de la suppression des droits de souscription préférentielle des actionnaires existants en faveur des participants sélectionnés conformément aux articles 596 et 598 du Code des sociétés, les Stock Options seront souscrits par les participants sélectionnés identifiés ci-dessous, dans la mesure indiquée ci-dessous.
- *Prix d'émission des Stock Options* – Les Stock Options seront octroyés sans frais.
- *Régime d'acquisition définitive* – En général, les Stock Options seront définitivement acquis par tranches de 25% par an pendant 4 ans à compter de la dernière à survenir parmi les 2 dates suivantes: (i) la date d'émission des Stock Options et (ii) la date à laquelle le participant sélectionné aura presté des services (en tant qu'administrateur ou consultant) pendant un an minimum pour la Société (ou l'une de ses filiales); sur base de ce qui précède, les Stock Options seront définitivement acquis de la manière suivante:
  - Pendant la première année: maximum 25%;
  - Pendant la deuxième année: maximum 25%, c'est-à-dire 50% au total;
  - Pendant la troisième année: maximum 25%, c'est-à-dire 75% au total;
  - À partir de la quatrième année: maximum 25%, c'est-à-dire 100% au total.

Pendant chaque période, les Stock Options octroyés à un participant sélectionné seront définitivement acquis sur base trimestrielle.

- *Cessibilité des Stock Options* – Les Stock Options octroyés aux participants sélectionnés ne seront généralement pas cessibles (hormis pour cause de décès en ce qui concerne les Stock Options octroyés à une personne *physique*).
- *Exercice des Stock Options* – Chaque Stock Option peut être exercé séparément à partir de la date d'émission jusqu'au cinquième (5<sup>e</sup>) anniversaire de la date d'émission, aux moments et selon les conditions précisés par le Plan d'Options sur Actions de Mai 2007.
- *Prix d'exercice des Stock Options* – Les nouvelles actions à émettre lors de l'exercice des Stock Options seront généralement offertes pour un prix par action égal à la moyenne des cours de clôture des actions de la Société sur Eurolist by Euronext Brussels pendant une période de trente (30) jours précédant la date de l'AGE.
- *Augmentation du capital de la Société* – Lors de l'exercice d'un Stock Option et de l'émission de nouvelles actions de la Société, le prix d'exercice des Stock Options sera alloué au capital de la Société. Dans la mesure où le prix d'exercice des Stock Options par action à émettre lors de l'exercice des Stock Options est supérieur au pair comptable des actions de la Société existant immédiatement avant l'exercice des Stock Options concernés, une partie du prix d'exercice par action à émettre lors de l'exercice des Stock Options, égale à ce pair comptable, sera comptabilisée en tant que capital social, tandis que le solde sera comptabilisé en tant que prime d'émission. La prime d'émission éventuelle servira de garantie pour les tiers, de la même manière que le capital social de la Société, et fera l'objet d'une inscription sur un compte indisponible ne pouvant être réduit ou supprimé que par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme pour une modification des statuts de la Société.

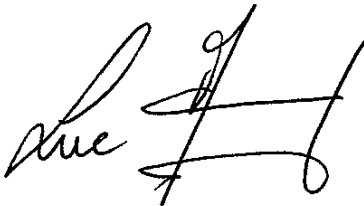
### 3. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES POUR LES ACTIONNAIRES ET LES TITULAIRES DE DROITS DE SOUSCRIPTION

Les conséquences financières sont décrites dans le rapport spécial du Conseil d'Administration repris en annexe 1.

### 4. CONCLUSION

En application de l'article 596, nous pouvons conclure, au terme de nos travaux de contrôle, que les informations financières et comptables contenues dans le rapport du conseil d'administration sont fidèles et suffisantes pour éclairer l'assemblée appelée à voter sur cette proposition.

Fait à Zaventem,  
le 21 mai 2007



L. Annick  
BDO Atrio Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL